

Maroc-France

Sécurité, politique, une alliance jusque-là infaillible

• L'appui de Rabat a permis de déjouer une série d'attentats en Europe

• Déterminer les modalités de coopération sécuritaire avec la nouvelle équipe

• La stabilité en Afrique, un enjeu pour les deux pays

LA multiplication des attentats en Europe, couplée à la montée en puissance des «doups solitaires», rendent décisif le renforcement de la coopération sécuritaire entre le Maroc et la France. La lutte anti-terroriste et contre la criminalité transfrontalière devront constituer l'un des principaux points à l'ordre du jour, lors de la visite du président français Emmanuel Macron. Les défis dans



La visite du président français Emmanuel Macron sera l'occasion d'examiner les moyens communs pour favoriser un dénouement de la crise du Golfe. Depuis l'annonce de la rupture des relations diplomatiques, le Roi a gardé un contact permanent avec les différentes parties (Ph. AFP)

ce domaine sont immenses. Rabat et Paris ont construit, au fil des années, un véritable modèle de partenariat efficace. Un rapprochement sécuritaire qui a donné ses fruits,

notamment en permettant de déjouer une série de tentatives d'attentats sur le sol français ou européen. C'est grâce aussi à cette coopération que Paris a pu identifier et neutraliser certaines cellules terroristes. L'apport du Maroc est décisif. Cela concerne notamment l'échange d'informations ou la mobilisation des expertises sécuritaires

taire, la visite de Macron sera aussi l'occasion d'examiner les moyens pour endiguer la menace terroriste en Afrique. Le rôle du Maroc a été décisif dans la bataille menée contre Al Qaida au Mali, notamment en ouvrant son espace aérien aux avions de chasse français. Rabat et Paris pourront jouer un rôle majeur dans ce dossier, surtout face à la fragilité des Etats du Sahel, favorisant la transformation de cette zone en nouvel Afghanistan pour les mouvements terroristes.

Sur la question de l'intégrité territoriale, la position de la France restera inchangée. C'est ce qui ressort des déclarations de membres de la nouvelle équipe. Sur ce dossier, l'appui de Paris a souvent été décisif. C'était notamment le cas lors de l'examen de la dernière résolution du Conseil de sécurité sur le Sahara. L'ambassadeur français auprès des Nations unies s'est mobilisé en soutien aux positions marocaines, notamment au plan d'autonomie, considéré comme «une base sérieuse et crédible pour une solution négociée». Paris est consciente que le règlement de ce différend artificiel est essentiel pour assurer la sécurité et la stabilité de la région.

Soft-power religieux

A l'instar de pays africains, Paris a sollicité l'expertise marocaine en matière de formation des imams. Des premières promotions ont rejoint Rabat pour des cursus de trois ans. L'objectif est de favoriser la propagation d'un islam modéré, qui tranche avec l'obscurantisme lié à certaines idéologies, notamment salafistes. Dans quelques années, «l'islam modéré sera dominant», selon les dirigeants de l'Institut Mohammed VI de formation des imams. C'est un levier efficace pour la lutte contre la pensée extrémiste. Rabat et Paris semblent mener le même combat. La lutte anti-terroriste ne peut se limiter aux aspects sécuritaires. Il est décisif que le combat soit aussi sur le terrain des idées. Les deux pays pourront renforcer leur partenariat, notamment à travers l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. La Rabita Mohammedia des Oulémas, par exemple, mène un travail qui pourrait être dupliqué, en matière de déconstruction du discours terroriste. □

marocaines, relevant par exemple du Bureau central des investigations judiciaires (BCIJ). Après la crise diplomatique entre les deux pays ayant conduit à la suspension de la coopération judiciaire en 2014, Rabat et Paris ont rapidement tourné la page. Le partenariat sécuritaire s'est renforcé davantage sous le mandat du gouvernement Hollande. Aujourd'hui, l'objectif est de définir les modalités de partenariat durant le mandat d'Emmanuel Macron. Le président français veut maintenir le «partenariat exceptionnel» avec le Maroc. Cela doit passer par la détermination des priorités de la prochaine période. Surtout que jusque-là, quelques incertitudes persistent encore concernant l'approche privilégiée par la nouvelle équipe au pouvoir. Au-delà de l'aspect bilatéral de la coopération sécuritaire,

Il faut dire que les deux pays semblent en accord sur plusieurs dossiers. C'est le cas notamment de l'actuelle crise du Golfe. Cette affaire sera certainement l'un des principaux sujets des entretiens avec le Roi. Depuis le début de la crise, le Souverain a maintenu un contact permanent avec les différentes parties. Le Maroc a annoncé sa disposition à offrir ses bons offices. Des signaux positifs ont été envoyés, notamment avec l'acheminement de produits alimentaires vers Doha, sur instructions royales. Des gestes instaurant la confiance et favorisant la réussite d'une médiation. La rencontre entre le Roi et le président français sera l'occasion d'examiner les options qui s'offrent pour aboutir à un dénouement. □

M.A.M.



Maroc-France

Des positions solides mais sous la menace



• Paris, deuxième investisseur derrière les Emirats Arabes Unis

• Dans les échanges commerciaux, l'Espagne et la Chine aux aguets

DEUXIÈME fournisseur du Maroc, la France y garde de solides positions malgré la concurrence de l'Espagne qui lui a ravi la première place à la faveur du développement spectaculaire du sourcing des produits pétroliers raffinés et de la sous-traitance textile au point de faire du Maroc l'une des places fortes du groupe Inditex (propriétaire de la marque Zara). La part de marché des entreprises tricolores est estimée à 12,4% (données relatives à l'année 2015). La menace sur les positions françaises ne vient ni de l'Espagne, ni de l'Italie ou d'autres partenaires européens. A l'import, près de la moitié des conteneurs viennent de la Chine, qui représente aujourd'hui le troisième fournisseur du Maroc.

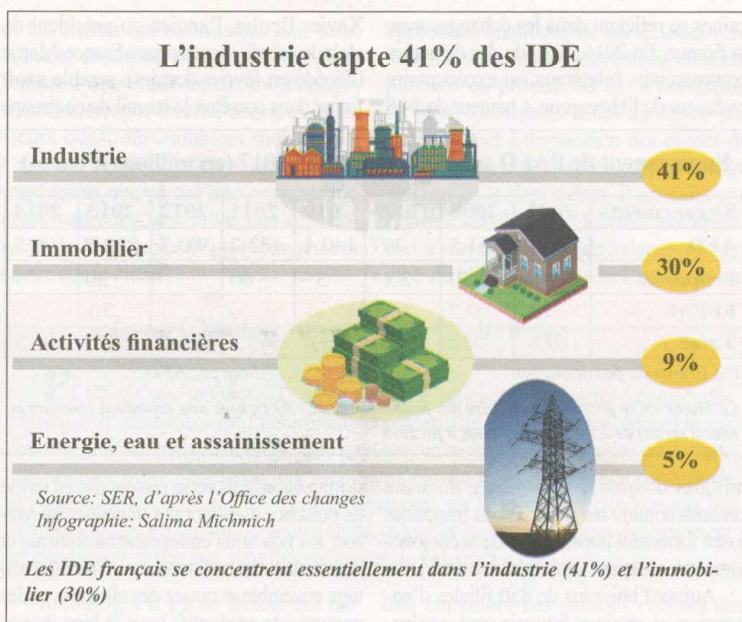
En 2016, la France a exporté pour près de 43 milliards de DH vers le Maroc. Un chiffre en hausse de 13,6% par rapport à l'année précédente. Cette forte progression s'explique aussi par les gros achats des céréales (+73% en volume) pour compenser la chute de la production durant cette année-là. Le Maroc achète également beaucoup de voitures et de composants automobiles.

Dans l'autre sens, les exportations marocaines en France ont totalisé 42,5 milliards de DH en 2016, en hausse de 4,1%. Si le textile et l'agroalimentaire étaient jadis les deux vedettes de l'export sur le marché français, l'industrie automobile joue aujourd'hui le rôle de locomotive. Par dizaines de milliers, les voitures montées à l'usine de Renault à Tanger sont destinées au marché français.

De 2012 à 2015, le Maroc dégagait un excédent commercial de 3,2 milliards de DH dans la balance commerciale avec la France. C'est un fait rarissime dans la cartographie des échanges avec l'Europe.

Néanmoins, un retournement s'est produit l'an dernier, la balance commerciale avec la France s'étant soldée par un déficit de 248 millions de DH. Il résulte, pour l'essentiel, des importations des équipements mécaniques (matériel ferroviaire), du matériel électrique, électronique et informatique. Et dans une moindre mesure, des produits pétroliers raffinés.

Bien que le Maroc importe d'importants volumes de céréales françaises, sa balance alimentaire est excédentaire à hauteur de 1,47 milliard de DH. L'excédent provient des ventes des produits agricoles frais, de la pêche et de l'aquaculture. Il en est de même



pour le matériel de transport (véhicules de tourisme et utilitaires): 6,2 milliards de DH en 2016.

En matière d'investissement, la France reste un très grand acteur au Maroc. De Renault au réseau de tramway en passant par la LGV. Mais là aussi, elle fait face à une concurrence très agressive. En 2016, le flux net des IDE captés par le Maroc s'est inscrit en forte baisse de 28,2%. La France, bien qu'en retrait, est dans le trio de tête à la 2e position derrière les Emirats Arabes Unis. Ses capitaux sont essentiellement destinés à l'industrie: 41%.

Sur les 22,8 milliards de DH drainés en 2015, les opérateurs français ont investi 5,2 milliards de DH. Ils se placent juste derrière les Emirats Arabes Unis (6,3 milliards) et avant les Etats-Unis (3,6 milliards de DH). Ceci, bien que ces deux origines aient enregistré de très fortes hausses de leurs IDE, 53,6 et 44,4% respectivement.

A fin 2015, le stock des IDE français au Maroc s'élevait à plus de 93 milliards de DH. (Source: Banque de France). Ce qui représente 57% du stock total des IDE français en Afrique.

L'Hexagone s'insère ainsi dans la tendance observée ces dernières années. Les évolutions sectorielles font ressortir une attraction croissante du secteur industriel marocain au détriment des autres activités primées par le passé comme la banque et l'immobilier. Sur la période 2009-2013, les IDE drainés par l'industrie ont été multipliés par six fois. En 2015, elle a capté 18% du total en dépit du recul de 25% des flux. Et la montée en puissance de certaines activités industrielles telles que l'automobile, l'aéronautique et l'électronique a favorisé la réalisation d'opérations d'envergure.

En moyenne, les Marocains résidant en France assurent 40% des transferts des

ments. En 2016, les envois de fonds effectués par les Marocains du monde ont atteint le record de 62,2 milliards de DH. La répartition par pays d'origine n'est pas encore disponible mais un rapport de la Banque mondiale et une récente étude de l'OCDE relèvent que la part de la France reste prépondérante vu l'importance de la population d'origine marocaine qui y réside. Selon diverses sources, le tiers de la population marocaine émigrée se trouve dans l'Hexagone. Ce qui explique l'importance des fonds drainés. En moyenne, un MRE de France envoie 2430 dollars chaque année à ses proches (source: Banque mondiale). D'ailleurs, le Maroc occupait la troisième place mondiale en termes de transferts d'argent de ses ressortissants en 2014. La même année, les Marocains de France ont transféré près de 2 milliards de dollars vers le Royaume. Ceux d'Espagne 1,7 milliard et les MRE d'Italie, 959 millions de dollars. □

MRE. C'est dire l'apport au niveau du compte courant de la balance des paie-

A.G.



Maroc-France

Les réseaux d'entreprises, un pilier solide



• **Automobile, aéronautique, télécoms, BTP, énergie, offshoring... les secteurs**

• **La production industrielle doit être le fer de lance du partenariat**

• **Toutes les sociétés du CAC40 représentées**

LA France reste aujourd'hui, de loin, le premier partenaire économique du Maroc. Les investissements français y représentent plus de la moitié du stock des IDE. En 2016, le Maroc est le premier partenaire commercial de la France en Afrique en volume global. L'émergence du secteur automobile marocain et plus généralement la montée en gamme des exportations maro-

caines se reflètent dans les échanges avec la France. En 2016, le solde des échanges commerciaux bilatéraux est excédentaire en faveur de l'Hexagone, à hauteur de 24,8

Xavier Beulin, l'ancien co-président du club des chefs d'entreprises France-Maroc (décédé en février dernier), semble avoir freiné dans son élan le travail de ce groupe

et, à terme, relancer l'emploi. Ce mouvement est déjà en marche dans certains secteurs. Plusieurs groupes ont fait résolument le choix du Royaume comme base d'implantation industrielle dans de nombreux domaines, dont notamment les secteurs automobile (Renault et PSA, qui apportent avec eux leur écosystème de sous-traitants) et aéronautique (Safran et Stelia par exemple). Le groupe Alstom fournit les rames du TGV et des tramways de Casablanca et Rabat. La filiale de RATP, Casa-Tram, assure, quant à elle, l'exploitation de la 1re ligne de tramway à Casablanca et brigue les prochaines lignes (tram/BHNS).

Outre le ferroviaire (SNCF), l'industrie automobile et l'aéronautique devraient prendre plus de place. Il y a aussi un énorme potentiel et des opportunités dans l'agroalimentaire puisque les habitudes et modes de consommation sont en train de changer. La grande distribution, l'industrie pharmaceutique et la santé recèlent aussi de multiples opportunités. Pareil pour l'immobilier et le BTP. C'est dire qu'il y a non seulement des besoins, mais aussi une nécessité de monter en gamme en termes de qualité, de bien-être et d'attentes des consommateurs. A travers le Royaume,

Engagement de l'AFD sur la période 2007-2017 (en millions d'euros)

Engagements	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
AFD	159,1	161,5	397	140,4	483,2	380,7	222,9	100,5
Proparco	9	50	3,1*	3*	60		30	-
FFEM	1,5	0,5	0,9	-	-	-	2,1	-
Total	169,6	212	401	143,4	543,2	380,7	255	100,5

(*) Prises de participation

Source: AFD

Le Maroc est le premier bénéficiaire des financements de l'AFD, avec une exposition (encours et reste à verser) de 2,5 milliards d'euros à fin 2016

millions d'euros. L'importance du poste céréales conduit les exportations françaises à être fortement dépendantes de la conjoncture agricole marocaine (pluviométrie).

Aujourd'hui, plus de 850 filiales d'entreprises et groupes français sont implantées sur le territoire marocain. Si la perte de

d'impulsion, cela ne se ressent pas en terme de présence d'entreprises françaises au Maroc. «A nos amis entrepreneurs français et marocains, nous disons: travaillez davantage ensemble et nouez des alliances et des partenariats productifs pour le bien de nos deux pays. Construisez ensemble la grande région Europe-Méditerranée-Afrique», avait-il déclaré lors de la 12e rencontre de haut niveau (RHN) qui s'est tenue à Matignon en mai 2015 (cf. édition du 28 mai 2015). L'année suivante, Pierre Gattaz, pré-

2,5 milliards d'euros engagés

L'AGENCE française de développement (AFD) accompagne la présence d'entreprises françaises en accordant des prêts ou des subventions dans des secteurs stratégiques. Le Maroc est d'ailleurs le 1er bénéficiaire de l'effort financier de la France dans la région Méditerranée/Moyen-Orient et le 1er bénéficiaire des versements de l'AFD dans le monde pour la période 2008-2016. Le stock d'engagements de l'AFD au Maroc s'élève en 2016 à 2,45 milliards d'euros, soit le 1er volume d'exposition dans le monde. L'AFD a accordé notamment un prêt à la Société d'aménagement Zenata (SAZ) pour l'aménagement de la ville nouvelle éponyme (2013). L'agence a également octroyé une subvention de 1,3 million d'euros à Casa Transports pour les études de faisabilité du projet de métro aérien de Casablanca. L'année suivante, elle accorde un prêt de 50 millions d'euros à Masen pour le financement de la 2e phase du complexe solaire de Ouarzazate (Noor 3). □

sident du patronat français (Medef) a présidé une importante délégation composée d'une centaine de dirigeants d'entreprises, toutes tailles et tous secteurs confondus, qui sont pour 80% d'entre elles des PME, intéressées par les nombreuses opportunités que recèle le marché marocain. Une dizaine d'organismes de formation, universités et grandes écoles participaient également à cette délégation.

Mais pour feu Xavier Beulin, ex-patron du groupe Avril, c'est la production industrielle qui doit être le fer de lance du partenariat entre les deux pays. Pour le Maroc, cela permettra de développer des écosystèmes industriels performants, de monter en valeur dans les filières et ainsi de capter des IDE, favorisant la création d'emplois. Pour la France, cela permettra de stimuler la compétitivité, gagner des parts de marché, enrayer le processus de désindustrialisation

ces entreprises ciblent aussi l'Afrique subsaharienne via une approche triangulaire (France, Maroc, Afrique). Sur ce registre, des expériences concluentes de groupes comme l'OCP, Nexans, Accor ou encore Alstom... sont un modèle à suivre. C'est le cas aussi pour le spécialiste en équipements de sport, le groupe français, Decathlon, qui a décidé d'implanter non loin de Tanger Med une plateforme logistique pour réceptionner des conteneurs chargés de ses produits et les réexporter ensuite, notamment vers les pays africains. Les TPE, PME et PMI doivent désormais prendre le relais. Ces entreprises apparaissent comme les structures idoines pour le développement de la coproduction en France et au Maroc, où la proximité géographique et culturelle facilite les échanges, à condition d'être soutenue et accompagnée. □

Aziza EL AFFAS